



Libération

samedi 13 septembre 2025 1109 mots, p. 1,10,11

EXTRÊME DROITE Le «en même temps» version RN

Par NICOLAS MASSOL

Extrême droite Les petits mots doubles du RN Tirailé entre la base populaire de son électorat, qu'il a abreuvée de promesses sociales, et les grands patrons qu'il gâte discrètement, le parti de Marine Le Pen se montre toujours plus opportuniste et incohérent. Il clôture son université d'été à Bordeaux ce dimanche.

Si les fronts sont tirés, le visage s'éclaire en évoquant la retraite, toute proche. Gérald est encore conducteur d'engins dans les travaux publics pour une grosse année ; Sylvie œuvrait comme agente d'entretien chez Renault mais soulève sa béquille en parlant de son invalidité. Lui reste un long corridor de deux ans avant la quille, enfin. Ensemble, ils en ont tenu, des ronds-points, gilet jaune sur le dos, et les voilà, le 7 septembre, à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), prêts à écouter le discours de rentrée de Marine Le Pen. «On était de gauche avant, promet Sylvie, mais Jean-Luc Mélenchon nous a tellement déçus, il ne parlait pas d'immigration comme ça, il n'y en a plus que pour eux maintenant.»

Depuis 2022, ils ont leur carte au Rassemblement national et observent avec dégoût les tractations parlementaires de la rentrée. Mais le doute affleure aussi chez eux. Gérald n'a pas trop digéré que, pendant la campagne législative de 2024, son parti ait renvoyé l'abrogation de la réforme des retraites à un hypothétique «deuxième temps» en cas d'arrivée à Matignon. «J'ai été déçu par Bardella, il a reculé», regrette-t-il, tout en trouvant des excuses au RN : «Pour les élections, ils sont bien obligés d'aller à droite et à gauche, c'est normal d'aller caresser pour arriver au pouvoir.» Le très prochain retraité ne dit pas jusqu'où il fermera les yeux sur cette drague.

Ces derniers temps, les dirigeants du parti d'extrême droite testent l'élasticité de leur électorat, qui se diversifie à mesure qu'il s'agrandit. Alors que ce dimanche, Marine Le Pen et Jordan Bardella clôturent leurs universités d'été à Bordeaux, la situation paraît leur être favorable : ils tiennent encore dans leur main le nouveau gouvernement de Lecornu, et les sondages les donnent gagnants d'une éventuelle dissolution. Depuis la nomination du nouveau Premier ministre, mardi, le RN lui impose une pression maximale. «La rupture ou la censure», a martelé Le Pen, jeudi au 20 heures de TF1, alors qu'elle n'avait pas été encore reçue à Matignon. En réalité, l'équation pourrait être plus compliquée, tant la formation est tiraillée entre les aspirations contradictoires de ses électeurs.

«**ILS SONT HYPER AMBIGUS**» Il y a la base populaire, alléchée par un programme de droite sociale qui, en 2022, a fait du pouvoir d'achat son principal enjeu. Le RN promettait des baisses massives de taxes sur les produits énergétiques et la suppression de la TVA sur les biens de première nécessité, mesures coûteuses censées être compensées par les économies réalisées sur le dos des étrangers, la lutte contre la fraude sociale et fiscale et des impôts sur les superprofits.

Depuis deux ans, la conquête d'un nouvel électorat pro-business, plus sensible à la maîtrise des dépenses publiques, coïncide avec l'importance prise dans le débat par la question de la dette. Avec le zèle des nouveaux convertis, le RN se pose désormais en parangon de l'orthodoxie budgétaire, s'offusque du «budget socialiste» de Michel Barnier, fin 2024, assure vouloir intégrer dans le droit français une «règle d'or» intimant de respecter les 3 % de déficit public, prétend – sans en donner le chiffrage – réaliser 100 milliards d'euros d'économies dont un tiers viendrait rembourser la dette... Ce tournant récolte ses premiers fruits. Autrefois renvoyé dos à dos avec les insoumis, le RN est désormais préféré à ces derniers par le patronat. Lors de sa participation à l'université d'été du Medef, fin août, Jordan Bardella n'a certes pas été applaudi comme Gabriel Attal et Bruno Retailleau mais le président de l'organisation, Patrick Martin, l'a estimé «conscient des périls économiques». Invité lundi sur RMC, son prédécesseur Pierre Gattaz a appelé les patrons à «s'organiser» en cas d'arrivée au pouvoir de Mélenchon et estimé que «bien sûr», ce dernier lui faisait plus peur que le chef du RN. Si le parti d'extrême droite n'effraie plus, il ne dupe pas encore les grands patrons. «Son programme économique est nul [...], pas précis, ils sont hyper ambigus», critique le même Gattaz. Et de citer la position du RN sur la question des retraites.

C'est là l'un des principaux écueils où risque de s'échouer la volonté de triangulation de la formation d'extrême droite. Symbole du programme social de Marine Le Pen pour les uns, repoussoir absolu pour les autres, le sujet fait figure d'éléphant dans la pièce. Comment concilier cette promesse, confectionnée avant 2022, avec les nouvelles positions rigoristes du parti ? Selon les informations de Libération, un petit groupe plancherait sur une version actualisée de la réforme. «Il y a une voie entre [une] abrogation sèche et la promesse sociale de la candidate», veut croire un de ses membres. «On mouline toujours régulièrement pour adapter, recalculer compte tenu de la situation», reconnaît un député qui assure que rien n'est validé pour le moment. L'initiative aurait l'oreille de Bardella (qui n'a pas répondu à Libé sur ce point) mais se confronterait à une levée de boucliers en interne. «C'est un serpent de mer», relativise un député proche de Le Pen, peu pressé de trancher ce point avant une éventuelle dissolution.

OPPOSITION AUX NORMES En l'absence d'arbitrage définitif sur ce sujet totémique, le RN ne se prive pas d'envoyer de multiples signaux aux milieux économiques. En plus des mots doux adressés aux plus fortunés («Je veux qu'il y ait beaucoup plus de riches en France, des très riches, des moyens riches, des petits riches : il faut qu'il y ait des riches en France», professait par exemple Julien Odoul cette semaine sur CNews), et des promesses de baisses massives de fiscalité (maintien de la flat tax, suppression des impôts de production), la position du groupe frontiste sur un certain nombre de textes économiques à l'Assemblée est allée sans cesse dans le sens de la dérégulation et de l'opposition aux normes. Le RN s'est par exemple opposé, seul, à la proposition de loi visant à limiter les polluants éternels, pour complaire aux industriels, ou à celle visant à mieux réguler les meublés de tourisme, pour le plus grand bonheur des plateformes. Autant de signaux peu perçus par le grand public, qui ne suffisent ni à détourner l'électorat populaire du RN, ni à changer l'image qu'en ont les milieux économiques. Consciente que l'on ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens, Marine Le Pen ne semble guère pressée de clarifier son programme. •